

DOC-18-11-02

## Atelier consacré à l'Acte européenne sur l'accessibilité : mise à jour et actions à venir

---

### Document destiné à l'information et à la discussion

---

#### 1. Introduction et objectif

Les négociations relatives à l'Acte sur l'accessibilité touchent à leur fin et il est possible qu'il soit adopté d'ici la fin de l'année. Nous avons invité la présidence autrichienne à faire le point sur les progrès accomplis. Une séance de questions sera prévue.

#### 2. Questions destinées au Conseil d'administration

- Avez-vous contacté votre gouvernement national pour l'encourager à jouer un rôle positif dans les négociations ? Vous a-t-il fait part de ses commentaires ?
- Dans l'affirmative, quelle est la position de votre gouvernement quant à l'Acte sur l'accessibilité et, en particulier, sur l'inclusion des marchés publics, des services d'urgence, de l'environnement bâti et des transports dans le champ d'application ?

#### 3. Actualités de l'Acte sur l'accessibilité

- Les négociations entre le Parlement, la Commission et le Conseil (« trilogues ») sont en cours. Il s'agit d'une procédure de prise de décision informelle qui tente de dégager un consensus avant d'être soumise à un vote officiel.

1

- Deux autres réunions du trilogue sont prévues avant décembre, nous espérons donc qu'elles permettront de finaliser le texte et de conclure les négociations avant fin novembre.
- La plupart des articles de la directive proposée sont approuvés par le Parlement, le Conseil et la Commission, y compris les exigences d'accessibilité fonctionnelle. L'accord final est assez conforme aux modifications proposées par le FEPH. Ces exigences définiront les futures normes européennes en matière d'accessibilité qui démontreront la conformité à la législation.
- Les principales questions sur lesquelles ils ne parviennent pas à se mettre d'accord sont les services d'urgence, les marchés publics et autres fonds communautaires, l'environnement bâti et les transports.
- Nous espérons que les négociations aboutiront à une conclusion. Nous craignons cependant qu'elles débouchent sur le « plus petit dénominateur commun » et excluent davantage de produits et de services, comme les transports, juste pour parvenir à un accord.
- Le FEPH s'efforce d'inclure le maximum de produits et de services dans le texte. Une fois que nous disposerons du texte final, nous devrons le réévaluer.

#### 4. Actions proposées par le FEPH

Il appartient maintenant au Conseil, c'est-à-dire aux gouvernements nationaux, de prendre sa décision. Il est donc extrêmement important que les membres du FEPH continuent à faire pression sur leurs gouvernements nationaux pour que les aspects susmentionnés soient inclus dans le texte. Nous avons fourni aux membres du FEPH des documents tels que la Lettre ouverte que nous avons envoyée en septembre et nous serons heureux d'apporter davantage de soutien, si nécessaire.